



DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,  
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
DES PAYS DE LA LOIRE

Saint-Barthélemy, le 16 juin 2008

GROUPE DE SUBDIVISIONS D'ANGERS  
Rue du Cul-d'Anon  
Parc d'activités Angers/Saint-Barthélemy  
BP 80145 - 49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU CEDEX  
Internet : <http://www.pays-de-la-loire.drire.gouv.fr/>

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Charte de l'inspection des installations classées - Extrait]

*« L'inspection des installations classées exerce une mission de police environnementale  
auprès des établissements industriels et agricoles.  
Cette mission de service public, définie par la loi, vise à prévenir et à réduire les dangers  
et les nuisances liés à ces installations afin de protéger  
les personnes, l'environnement et la santé publique ».*

**Objet** : Sté GAZELEY LOGISTICS SAS - Beaulieu-sur-Layon

**Mots-clés** : Création d'une plateforme logistique

La Sté GAZELEY LOGISTICS SAS a transmis le 21 avril 2007 à Monsieur le Préfet de Maine-et-Loire une demande d'autorisation concernant la création d'un entrepôt logistique sur le territoire de la commune de Beaulieu-sur-Layon.

La conception de ce projet a été réalisée pour répondre au besoin spécifique de la Sté KUEHNE & NAGEL LOGISTICS. Un transfert de l'autorisation est prévu entre la Sté GAZELEY LOGISTICS SAS et la Sté KUEHNE & NAGEL LOGISTICS après obtention de l'autorisation.

Le principal enjeu identifié en termes de prévention des pollutions et des risques est la maîtrise des risques en cas d'incendie.

## I - Présentation synthétique du dossier du demandeur

### 1. Le demandeur

|                            |  |
|----------------------------|--|
| - Raison sociale           | GAZELEY LOGISTICS SAS                                |
| - Forme juridiques         | Société à actions simplifiées au capital de 37 000 € |
| - Adresse                  | ActiParc du LAYON- 49 750 BEAULIEU-SUR-LAYON         |
| - Siège social             | 125 avenue des Champs-Élysées- 75 008 PARIS          |
| - SIRET                    | 451 782 338 000 29                                   |
| - Activité                 | Entrepôt logistique                                  |
| - Situation administrative | néant  |

La Sté GAZELEY LOGISTICS SAS est une filiale du groupe GAZELEY France SAS, elle-même filiale de GAZELEY LIMITED, société mère du groupe. GAZELEY LIMITED est l'un des leaders dans le secteur de l'aménagement d'entrepôts et sites industriels.

### 2. Le site d'implantation et ses caractéristiques

Le projet présenté par la Sté GAZELEY LOGISTICS est implanté dans la future Zone d'aménagement concerté Anjou ActiParc du Layon sur la commune de Beaulieu-sur-Layon qui est répertoriée dans le plan local d'urbanisme (PLU) zone 1A<sub>uya</sub> : zone à « vocation économique correspondant au parc d'activité du Layon ». La surface du site est d'environ 80 347 m<sup>2</sup> dont 30 844 m<sup>2</sup> de surface pour les futurs bâtiments et 15 840 m<sup>2</sup> pour les voiries et parkings.

Des aménagements sont prévus pour respecter les dispositions imposées au titre du règlement de la zone (espaces verts, clôtures,...).

Les premières habitations sont situées :

- au Nord-Ouest, domaine de la Châtaigneraie situé dans un espace boisé classé, à 85 m,
- au Sud, hameau de La Motte, à 150 m.

Pas d'établissements (écoles, hôpitaux, ERP, entreprises) implantés dans la proximité immédiate du site.

Le site est desservi par la route nationale RD 160 (environ 10 m) et l'autoroute A87 (environ 450 m).

### 3. Le projet et ses caractéristiques

Le projet consiste en la réalisation d'un bâtiment à usage d'entrepôt. Le volume total de l'entrepôt est d'environ 297 750 m<sup>3</sup> pour une masse de matières combustibles entreposées de l'ordre 24 735 tonnes, soit un stock de 41 225 palettes. Il ne sera pas stocké dans ces cellules de produits dangereux tels que les produits explosifs et les produits toxiques et très toxiques. Les produits stockés seront des

produits divers soumis aux variations saisonnières. Les matières combustibles associées à ces marchandises seront le bois, papier, cartons, les polymères, les pneumatiques et produits composés de plus de 50 % de polymères, textiles, produits alimentaires, produits de grande distribution,....

Dans les cellules de stockage, seuls des produits emballés seront manipulés, aucun stockage de type vrac ne sera effectué. Les produits stockés seront placés sur des palettes qui seront rangées dans des zones d'entreposage (stockage sur racks) par des chariots élévateurs.

Les principaux équipements et caractéristiques de l'activité sont les suivants :

- un bâtiment de 30 844 m<sup>2</sup> divisé en 5 cellules de stockage présentant chacune une surface variant entre 5924 m<sup>2</sup> et 5999 m<sup>2</sup> avec une hauteur libre sous poutre de 10 m,
- des locaux techniques comprenant 2 locaux de charge de batteries, un local transformateur, un local chaufferie, un local sprinkler et un local maintenance,
- des bureaux et locaux sociaux,
- un réservoir enterré de propane d'environ 13 t de capacité utile.

Les étapes de l'activité logistique exercée sur le site sont :

- la réception des produits avec approvisionnement par poids lourds,
- le stockage des produits,
- la préparation des commandes,
- l'expédition des produits.

L'effectif de l'établissement prévu sur ce site est de 81 personnes. Les installations fonctionneront du lundi de 4h00 au samedi à 1h30, avec possibilité le samedi toute la journée en fonction de la saisonnalité de l'activité.

#### **4. Situation administrative du site**

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

| Rubrique | Désignation des activités   | Grandeur caractéristique | Régime | Rayon d'affichage | Situation administrative * |
|----------|---|--------------------------|--------|-------------------|----------------------------|
| 1510-1   | Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.<br>Le volume des entrepôts étant :<br>1. Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> | 297 750 m <sup>3</sup>   | A      | 1 km              | d                          |
| 1530-a   | Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues.<br>La quantité stockée étant :<br>a) Supérieure à 20 000 m <sup>3</sup>   | 51 540 m <sup>3</sup>    | A      | 1 km              | d                          |

|          |  |                         |    |      |   |
|----------|--|-------------------------|----|------|---|
| 2662-a   | <b>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) :</b><br>le volume susceptible d'être stocké étant :<br>a) Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>   | 51 540 m <sup>3</sup>   | A  | 2 km | d |
| 2663-1-a | <b>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) :</b><br>1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc. , le volume susceptible d'être stocké étant :<br>a) Supérieur ou égal à 2 000 m <sup>3</sup> | 51 540 m <sup>3</sup>   | A  | 2 km | d |
| 2663-2-a | <b>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) :</b><br>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :<br>a) Supérieur ou égal à 10 000 m <sup>3</sup>   | 51 540 m <sup>3</sup>   | A  | 2 km | d |
| 1412-2-b | <b>Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de ),</b><br>2. la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :<br>b) supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t  | 13 t<br>cuve de propane | DC | -    | d |
| 2925     | <b>Accumulateurs (ateliers de charge d').</b><br>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW   | 125 kW                  | D  | -    | d |

Au vu des informations disponibles, la situation administrative des installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée est repérée de la façon suivante :

- a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) Installations dont l'exploitation a cessé

La portée de la demande concerne les installations repérées (d).

## 5. Synthèse de l'étude des dangers

Le principal risque identifié est le risque incendie lié à la quantité de produits combustibles présentes sur le site.

### 5.1. Dispositions générales de sécurité

Des dispositions générales de prévention et de protection contre les risques exigibles de toute installation industrielle sont prises par l'entreprise.

Des dispositions constructives sont prises, elles concernent la stabilité au feu de l'entrepôt (structure stable au feu 1 heure), les aménagements pour le désenfumage (au moins 2% de la surface utile de la toiture), les aménagements pour la détection incendie (sprinkler), les aménagements pour l'évacuation et la protection contre le risque incendie inhérent à l'activité de stockage.

Des dispositions constructives particulières sont prises pour des matériels comme les installations électriques (protection contre l'électricité statique, les courants de circulation ou les effets de la foudre).

Sont retenues également comme barrières permettant d'éviter l'apparition d'un incendie : la rédaction de consignes de sécurité et d'exploitation (permis feu et d'intervention), la formation des personnels à la sécurité, organisation des stockages conformes à l'arrêté ministériel du 5 août 2002. Des mesures en ce sens sont prises par l'exploitant.

### **5.2. Risque incendie**

Les scénarii étudiés et modélisés sont l'incendie d'une des cellules de stockage et l'incendie généralisé de l'entrepôt.

L'étude montre que le risque d'incendie généralisé est extrêmement peu probable et limité compte tenu des dispositions retenues de nature à éviter la propagation d'un feu :

- entrepôt compartimenté par des murs de caractéristiques d'euro-classe REI 120 (coupe-feu de degré 2h) dépassant d'un mètre en toiture,
- portes de communication inter-cellules d'euro-classe EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) asservies à la détection incendie (détection qui s'effectue par le déclenchement des sprinklers),
- ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité satisfaisant la classe et l'indice T30/1,
- désenfumage (exutoires et matériaux fusibles et écrans de cantonnement) afin de réduire la propagation des fumées chaudes,
- zones bureaux et locaux techniques isolés des cellules de stockage par murs d'euro-classe REI 120 et portes coupe-feu EI 120 (coupe-feu de degré deux heures),
- dispositif de détection et d'extinction automatique d'incendie avec report d'alarme (sprinkler à détection thermique).

L'établissement disposera de moyens internes de lutte contre l'incendie conformes aux normes en vigueur, notamment :

- extincteurs,
- robinets d'incendie armés,
- système d'extinction automatique alimenté par une réserve d'eau de ville de 450 m<sup>3</sup> ;
- 5 poteaux incendie raccordés au réseau de défense incendie de la ZAC. Trois d'entre eux pouvant fonctionner simultanément avec un débit de 60 m<sup>3</sup>/h chacun (soit 360 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures),
- réserve d'eau incendie de 240 m<sup>3</sup>,
- détection automatique d'incendie (têtes sprinkler) couplée à une alarme.

### **5.3. Risque toxique**

L'étude des dangers n'a pas mis en évidence de risque particulier toxique sur le site. Les calculs de dispersions des produits de combustion ont montré qu'il n'y a pas de dépassements des seuils d'effets toxiques au niveau du sol.

#### **5.4. Pollutions accidentelles**

Le risque de pollution des eaux et du sol par déversement accidentel n'est pas développé compte tenu de la mise en place des barrières de sécurité suivantes :

- mise en place d'un revêtement étanche au niveau des locaux de charge ainsi que d'un puisard étanche de récupération des éventuels écoulements acides
- mise en confinement des eaux d'extinction incendie par l'aménagement d'un bassin étanche de rétention de capacité de 1200 m<sup>3</sup> et l'aménagement des zones de quais en façade Sud-Est de l'entrepôt. Le confinement est assuré par la mise en service d'une vanne en aval du bassin de rétention ; le volume minimum à mettre en rétention étant estimé à 1517 m<sup>3</sup>.

#### **5.5. Risque d'explosion**

Le risque d'explosion n'est pas développé dans l'étude des dangers compte tenu de la mise en place des barrières de sécurité suivantes :

Risque d'explosion par accumulation d'hydrogène : les locaux de charge de batteries sont largement ventilés par une ventilation forcée en partie haute asservie à la mise en service des postes de charge.

Risque d'explosion par accumulation de gaz : la chaufferie est largement ventilée et équipée des dispositifs de sécurité suivants : un coupe circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible en cas de fuite de gaz, un dispositif sonore d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible, un extincteur à déclenchement automatique sur fusible.

Risque d'explosion du réservoir de gaz inflammable liquéfié : l'exploitant a opté pour un réservoir enterré. Ainsi, le réservoir ne serait pas soumis aux flux thermiques lors d'un incendie. De plus, il est prévu que l'installation du stockage de propane soit conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 août 2005 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 1412.

### **6. Prévention des risques chroniques et des nuisances**

#### **6.1. Prévention des rejets atmosphériques**

L'activité de stockage est génératrice d'une pollution atmosphérique limitée. Les émissions sont marginales au regard de celles émises par les importantes voies de communication (trafic routier et autoroutier). L'activité d'entreposage du site n'est pas génératrice d'odeurs ou d'envols.

Les seuls rejets de l'établissement proviendront des sources suivantes :

- les échappements des véhicules transitant sur le site,
- le dégagement d'hydrogène des locaux de charge des batteries,
- et uniquement l'hiver, des gaz de combustion des chaudières alimentés par du propane pour le chauffage des locaux.

## ***6.2. Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques***

Le site est alimenté en eau par le réseau public de distribution d'eau potable public. La consommation moyenne journalière est estimée à environ 890 m<sup>3</sup>/an pour un effectif de 81 personnes. Dans le cadre de l'activité logistique, l'établissement n'utilise pas d'eau à usage industriel et ne génère pas d'effluents industriels. Les besoins en eau sont principalement destinés pour les besoins du personnel, pour l'entretien des locaux, et l'arrosage des espaces verts, les appoints d'eaux des circuits de chauffage.

L'établissement est équipé d'un réseau séparatif permettant de collecter et évacuer séparément chacune des diverses catégories d'effluents (eaux usées sanitaires, eaux pluviales de toiture et eaux pluviales de voiries). Les modes de prétraitement et de collecte des effluents aqueux de l'entrepôt n'auront pas d'impact significatif sur l'environnement.

### **Eaux usées sanitaires**

Les eaux usées sont dirigées vers une station compact de traitement à épuration biologique pour une première phase d'assainissement puis elles sont acheminées à l'extérieur du site vers une lagune à macrophytes installée et prise en charge par la SODEMEL.

### **Eaux pluviales**

Les eaux pluviales de voirie et de toiture sont collectées par des réseaux séparés puis dirigées vers un bassin de rétention étanche d'une capacité de 1200 m<sup>3</sup>. Ces eaux subissent un prétraitement sur le site par la mise en place d'un séparateur d'hydrocarbures situé en aval de ce bassin étanche conforme aux normes en vigueur : hydrocarbures totaux 10 mg/L.

Ces effluents prétraités sont alors ensuite dirigés vers le réseau pluvial de la ZAC géré par la SODEMEL. A la sortie du site, le réseau de la ZAC achemine les eaux pluviales vers de nombreux bassins de rétention totalisant 16 553 m<sup>3</sup>. Les exutoires sont le ruisseau de l'Aire de repos et le ruisseau de la Galècherie. Au titre de la loi sur l'eau, les débits de fuite imposés à l'aménageur, en sortie de ZAC, sont de 100 L/s vers le ruisseau de l'Aire de repos et de 56 L/s vers le ruisseau de la Galècherie.

## ***6.3. Prévention de la pollution des sols***

En fonction normale d'exploitation, l'activité d'entreposage et de logistique ne présente pas de risques de pollution du sol et du sous-sol compte tenu de :

- la nature des produits stockés qui n'entrent pas dans la catégorie des produits dangereux,
- l'étanchéité des sols au niveau des opérations de chargement/déchargement,
- l'absence de stockage extérieur.

Par ailleurs, les eaux vannes et usées et les eaux pluviales sont collectées dans des réseaux étanches.

Enfin toutes les mesures sont prises pour la récupération des écoulements accidentels (puisard de récupération des écoulements acides des batteries, confinement des eaux d'extinction incendie, ...)

## ***6.4. Production et gestion des déchets***

L'activité logistique de l'établissement produit essentiellement des déchets industriels banals (DIB), des déchets d'emballages et peu de déchets industriels dangereux (DID). L'activité est génératrice d'environ 2600 m<sup>3</sup> /an de déchets dont la catégorie peut-être très variable en fonction de la nature

des produits stockés sur le site ou de la nature des préparations de commandes nécessitant ou non du regroupement de produits.

L'établissement dispose d'une collecte sélective pour les palettes, les cartons, les plastiques d'emballages, conformément aux dispositions du Code de l'Environnement relatif aux emballages. Les déchets d'emballage (papier, carton et bois) sont recyclés. Les déchets banals non valorisables sont incinérés.

Le site génère également en quantité limitée, des déchets dangereux constitués de déchets provenant de l'entretien périodique des séparateurs d'hydrocarbures, des batteries de chariots. Ils sont éliminés dans des installations autorisées à cet effet.

### ***6.5. Prévention des nuisances***

#### ***Nuisances sonores***

Les sources de nuisances sonores potentielles sont limitées principalement aux opérations de chargement/déchargement des camions au niveau des quais et au trafic des engins de manutention. Une campagne de mesures initiales dans l'environnement a été réalisée permettant d'estimer l'impact sonore résiduel.

Leur impact est réduit par l'implantation de la plate-forme logistique et de transport en zone industrielle et par la proximité des voies de circulation (A87 et RD 160) qui limite la traversée de zones d'habitations. L'aménagement de la zone industrielle prévoit la création de deux merlons paysagers afin de préserver les habitants des nuisances sonores. Selon des simulations réalisées par la SODEMEL, la pose de merlons (autour de la propriété de la Châtaigneraie et le long du hameau de la Motte) permet de respecter les niveaux d'émergence admissible chez les riverains concernés.

#### ***Transport - Trafic routier***

L'activité génère un trafic qui représente environ 120 véhicules poids lourds par jour auxquels il convient d'ajouter 80 rotations de véhicules légers par jour. L'impact est estimé faible compte tenu du trafic existant sur les voies d'accès du site (RD 160 avec 9186 véhicules par jour et A87 à forte densité de circulation).

### ***6.6. Impact santé***

L'évaluation de l'impact sur la santé des populations n'a pas mis en évidence des dangers pour la santé des personnes présentes sur le site ou pour les populations avoisinantes. Les faibles émissions atmosphériques du site et l'éloignement des populations sensibles ont amenés l'exploitant à considérer le risque sanitaire comme négligeable.

### ***7. La notice d'hygiène et de sécurité du personnel***

Les éléments contenus dans la notice ne révèlent pas de difficultés particulières et soulignent la prise en compte de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs présents sur le site. La formation des personnels à l'utilisation des équipements de lutte contre l'incendie est prévue.

Un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) sera constitué puisque l'effectif de l'établissement prévu est d'environ 80 personnes.



## **8. Les conditions de remise en état**

L'exploitant a prévu une remise en état du site en fin d'exploitation en l'absence de reprise immédiate de l'exploitation des installations classées. Les mesures minimums suivantes sont proposées :

- évacuation ou élimination des produits et des déchets,
- interdiction ou limitation d'accès au site,
- suppression des risques d'explosion ou d'incendie,
- mesures éventuelles de dépollution.

## **9. Coût des mesures pour protéger l'environnement**

L'exploitant a estimé les coûts pour la protection de l'environnement et la sécurité à environ 2,6 millions d'euros.

# **II - La consultation et l'enquête publique**

## **1. Les avis des services**

Au cours de l'enquête administrative, les services ont émis les avis suivants :

La **Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS)** émet un **avis défavorable** à la demande d'autorisation de la Sté GAZELEY LOGISTICS S.A.S. pour les raisons suivantes :

« L'étude acoustique ne tient pas compte des ZER les plus proches. En effet, cette étude ne porte que sur deux points de mesure situés en limite de propriété tout en précisant que ces points sont assimilables à des points en ZER.

La consultation du PLU de Beaulieu-sur-Layon montre que les terrains attenants au périmètre de la plate-forme logistique sont réservés à l'activité artisanale, commerciale ou de service. A ce titre, les niveaux sonores mesurés ne peuvent être considérés comme représentatif du bruit résiduel au droit des habitations (notamment pour le point 1).

En conséquence, il convient de compléter l'étude fournie par des mesures au droit des habitations les plus proches situées respectivement à 80 et 90 m des limites de propriété qui pourront permettre, le jour venu, de vérifier de manière précise et incontestable le respect des valeurs d'émergence. »

La **Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF)** au titre de la police de l'eau émet un **avis favorable** sous réserve de la prise en compte des remarques suivantes :

- les eaux usées seront traitées par une station de traitement biologique. Des précisions seront à apporter sur la filière d'assainissement retenue : dimensionnement, type de station, emplacement, charge reçue,
- les éléments de conception de performance et de contrôle du système de traitement seront définis dans la convention de rejet établie entre l'industriel et la communauté de communes des Coteaux du Layon,
- le dispositif de traitement devra dans tous les cas permettre de respecter en sortie de l'installation les concentrations définies dans l'arrêté autorisant l'aménagement du parc d'activité. Une analyse semestrielle sera effectuée en sortie de l'installation.

La **Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours (DD SIS)** a émis un avis favorable sous réserve des prescriptions désignées ci-après :

- situer et réaliser les travaux conformément aux plans et descriptifs joints au dossier. Respecter en tous points les dispositions prévues par l'étude de danger,
- respecter en tous points les dispositions prévues par les arrêtés types du 5 août 2002 et du 4 février 1987 relatifs aux installations classées soumises à autorisation pour la protection de l'environnement,
- respecter en tous points les dispositions prévues par les arrêtés types du 23 août 2005 et du 29 mai 2000 relatif aux installations soumises à déclaration pour la protection de l'environnement,
- rendre accessible le site par deux accès à partir de la voie publique,
- permettre l'accès des engins de secours en aménageant, à partir de la voie publique et autour du bâtiment, une voie carrossable répondant aux caractéristiques minimales suivantes :
  - largeur de la chaussée : 3 mètres,
  - hauteur disponible : 3,50 mètres,
  - pente inférieure à 15 %,
  - rayon de braquage intérieur : 11 mètres,
  - force portante calculée pour un véhicule de 130 kilo-newtons (dont 40 kilo-newtons sur l'essieu avant et 90 kilo-newtons sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 mètres).
- assurer la défense intérieure contre l'incendie de la façon suivante :
  - par des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres minimum, à raison d'un appareil pour 200 m<sup>2</sup> avec un minimum d'un appareil par niveau, judicieusement répartis dans l'établissement,
  - par des extincteurs appropriés aux risques existants dans les locaux à risques particuliers (chaufferie, tableau électrique, ...).

Conformément aux normes NF EN 3.1 à 3.5 et DI 97/23, ces appareils devront être immédiatement disponibles et maintenus en bon état de fonctionnement, leurs accès maintenus libres en permanence. Leurs emplacements seront signalés et seront reportés sur un plan tenu à jour.

- rendre le point d'eau accessible, en toute circonstance, aux véhicules de lutte contre l'incendie et s'assurer que la réserve possède une capacité minimum de 240 m<sup>3</sup>, en toutes saisons. Aménager une aire d'aspiration stabilisée d'une surface minimale de 32 m<sup>2</sup> (8 m x 4 m) conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. La distance maximale entre l'aire d'aspiration et l'entrée principale du bâtiment le plus éloigné ne doit pas dépasser 200 mètres par les voies praticables. De plus, s'assurer qu'aucun rejet des eaux d'extinction incendie ne se fasse dans la réserve incendie.
- s'assurer que l'ensemble des eaux d'extinction en cas de sinistre soit dirigé vers le bassin de rétention.
- réaliser, en concertation avec le service départemental d'incendie et de secours du Maine-et-Loire, un plan d'intervention interne à l'établissement (plan ETARE - établissement répertorié).

La **Direction Régionale des affaires culturelles des Pays de la Loire** informe que la contrainte archéologique est levée sur l'emprise du projet et ne donnera pas lieu à des opérations complémentaires de fouille.

L'**Institut National des Appellations d'Origine (INAO)** n'a aucune objection à formuler à l'encontre de ce projet.

Les avis de la **Direction Départementale de l'Équipement (DDE)**, et la **Direction Régionale de l'Environnement (DIREN)** sont réputés favorables.

## ***2. Les avis des conseils municipaux***

Les Conseils Municipaux des communes de Beaulieu-sur-Layon, Denée, Moze-sur-Louet, Rochefort-sur-Loire, Saint-Lambert-du-Lattay concernées par le rayon de l'enquête publique ont donné des avis favorables à propos de la demande présentée par la société GAZELEY LOGISTICS S.A.S.

## ***3. L'avis du CHSCT***

Il est mentionné dans le dossier constitué à l'appui de la demande qu'un CHSCT sera constitué conformément au code du travail. Le CHSCT n'étant pas encore constitué, son avis ne nous est pas parvenu.

## ***4. L'enquête publique***

L'enquête publique s'est déroulée du 25 septembre 2007 au 25 octobre 2007 dans les communes de Beaulieu-sur-Layon, Denée, Moze-sur-Louet, Rochefort-sur-Loire, Saint-Lambert-du-Lattay.

Au cours de l'enquête qui a peu mobilisé les personnes, le commissaire enquêteur a relevé une observation sur le registre qui porte sur l'aspect industriel de la ZAC et les mesures permettant de le cacher (merlons). Le commissaire enquêteur a estimé que cette observation était hors objet dans l'immédiat et ne concernait pas directement le projet mais l'aménagement de la ZAC. Celui-ci a toutefois souligné le fait que l'aménageur de la zone d'activité envisage des plantations d'arbres, des espaces verts et la construction de merlons en vue de former un ensemble cohérent avec l'espace industriel.

## ***5. Le mémoire en réponse du demandeur***

Par courrier en date du 6 novembre 2007, l'exploitant a attesté avoir été informé par le Commissaire Enquêteur que l'enquête publique n'a donné lieu à aucune observation écrite ou orale appelant une réponse de sa part.

## ***6. Les conclusions du commissaire enquêteur***

Au vu des différents éléments du dossier et des compléments apportés par l'exploitant, le commissaire enquêteur émet **un avis favorable** au projet de la société GAZELEY LOGISTICS S.A.S.

# **III - Analyse de l'inspection des installations classées**

## ***1. Statut administratif des installations du site***

Les installations de l'entrepôt ne sont pas exploitées et font l'objet de la présente demande d'autorisation.

## ***2. Inventaire des principaux textes en vigueur applicables aux installations objet de la demande***

| Date     | Texte  |
|----------|--|
| 05/08/02 | Arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation  |
| 23/08/05 | Arrêté du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1412 de la nomenclature des installations classées |
| 29/05/00 | Arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') »     |
| 15/01/08 | Arrêté ministériel du 15 janvier 2008 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées.   |
| 29/07/05 | Arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire au bordereau de suivi des déchets dangereux   |
| 02/02/98 | Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.                        |
| 23/01/97 | Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.   |

## ***3. Evolutions du projet depuis le dépôt du dossier***

La Sté GAZELEY LOGISTICS a fait parvenir un dossier modificatif proposant l'installation d'un stockage aérien de propane en lieu et place du stockage enterré prévu initialement et situé à l'extérieur, au Nord-Est de l'entrepôt. Suite à la demande de l'inspection de justifier de la maîtrise des risques par rapport au stockage aérien, la Sté GAZELEY LOGISTICS a finalement opté pour la réalisation d'un stockage enterré de gaz inflammable liquéfié afin de prévenir tout risque d'effet domino (cuve soumise aux flux thermiques d'un incendie d'entrepôt, ...).

## ***4. Analyse des questions apparues au cours de la procédure et des principaux enjeux identifiés en termes de prévention des risques accidentels et chroniques et des nuisances***

### ***4.1. Analyse des questions apparues au cours de la procédure***

Les observations formulées par les services administratifs lors de l'instruction de ce dossier ont été portées à la connaissance de l'exploitant pour observation et élément de réponse :

**En réponse à l'avis défavorable de la DDASS**, la Sté GAZELEY a complété son étude d'impact avec le rapport de mesures acoustiques réalisées par la SODEMEL sur la commune de Beaulieu-sur-Layon avant l'implantation du parc d'activités. Il a été analysé l'environnement sonore des riverains concernés par le projet du parc d'activité du Layon. Il a été retenu 4 points de mesures, correspondant à des points dans les zones habitées les plus exposées au parc d'activités. Les compléments de l'étude acoustique paraissent suffisants pour établir les niveaux sonores en limite de propriété et répondre aux remarques de la DDASS.

**En réponse à l'avis de DDAF**, la Sté GAZELEY LOGISTICS a indiqué que l'ensemble des remarques est prise en compte.

**En réponse à l'avis des Services départementaux d'incendie et de secours**, la Sté GAZELEY LOGISTICS a indiqué que l'ensemble des préconisations est ou sera prise en compte. Ainsi une entrée supplémentaire au site a été créée en vue de répondre aux exigences du SDIS.

#### ***4.2. Risques générés par l'activité de stockage***

La société GAZELEY LOGISTICS S.A.S. a indiqué dans son projet que les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sont applicables aux installations de BEAULIEU-SUR-LAYON.

L'étude des dangers montre que le risque d'incendie généralisé est limité et retient le risque incendie de cellule comme risque le plus probable généré par l'activité de stockage. L'enjeu majeur porte ainsi sur la prévention et la protection contre le risque de propagation d'un incendie.

L'étude des dangers du dossier de demande d'autorisation ne fait pas apparaître de risques qui ne seraient pas maîtrisés. L'exploitant propose des conditions d'exploitation et des mesures de prévention et de protection contre les risques, notamment :

- implantation du bâtiment à au moins 20 m des limites de propriétés,
- stabilité au feu de l'entrepôt d'1 h minimum, assurée par une structure béton,
- entrepôt compartimenté par des murs de caractéristiques d'euro-classe REI 120 (coupe-feu de degré 2h) dépassant d'un mètre en toiture,
- portes de communication inter-cellules d'euro-classe EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) asservies à la détection incendie,
- ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité satisfaisant la classe et l'indice T30/1,
- aménagements pour le désenfumage (exutoires et matériaux fusibles et écrans de cantonnement) afin de réduire la propagation des fumées chaudes,
- zones bureaux et locaux techniques isolés des cellules de stockage par murs d'euro-classe REI 120 et portes coupe-feu EI 120 (coupe-feu de degré deux heures),
- dispositif de détection et d'extinction automatique d'incendie avec report d'alarme (sprinkler à détection thermique).

et les moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- extincteurs,
- robinets d'incendie armés,
- système d'extinction automatique alimenté par une réserve d'eau de ville de 450 m<sup>3</sup> ,
- 5 poteaux incendie raccordés au réseau de défense incendie de la ZAC,
- réserve d'eau incendie de 240 m<sup>3</sup>.

Afin de confiner à l'intérieur des limites de propriété les zones d'effets, la société GAZELEY LOGISTICS propose des mesures constructives supplémentaires telles que :

- un écran thermique, en façade Nord-Est de la cellule 1 (h = 9,5 m),
- un écran thermique, en façade Sud-Ouest de la cellule 5 (h = 9,5 m),
- un écran thermique, en façade Nord-Ouest de la cellule 3 (h = 2,5 m).

Les résultats des modélisations font apparaître que flux thermiques rayonnés (flux de 8 kW/m<sup>2</sup>, 5 kW/m<sup>2</sup> et 3 kW/m<sup>2</sup>) lors d'un incendie de cellules ne sortent pas des limites de propriété et n'atteignent aucune construction voisine. L'étude des dangers du dossier d'autorisation ne fait pas apparaître de risques qui ne seraient pas maîtrisés vis-à-vis des intérêts à protéger définis à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 5 août 2002.

Par ailleurs, la cuve de propane est enterrée afin de la protéger des éventuels flux thermiques lors d'un incendie de l'entrepôt.

Enfin, les calculs de dispersions des produits de combustion ont montré qu'il n'y a pas de dépassements des seuils d'effets toxiques donc pas de risques particuliers toxiques sur le site. Toutefois, il est précisé dans l'étude des dangers que les fumées pourraient perturber les activités proches de la zone industrielle et dans une moindre mesure le trafic sur la route départementale RD 160. Compte tenu de ce qui précède et compte tenu de la proximité de la route départementale RD 160, il est proposé que l'exploitant mette en place une procédure d'alerte des gestionnaires de la route départementale RD 160 et de la voie de desserte de la ZAC en cas d'incendie, notamment au regard de la gêne occasionnée par l'opacité des fumées.

#### ***4.3. Risques externes***

Il convient de signaler que, dans le cadre du projet d'aménagement de la zone d'activités, il est prévu l'implantation de la Sté LOGISTIPARC BEAULIEU1, futur entrepôt de matières combustibles, à proximité de la Sté GAZELEY LOGISTICS SAS. Les zones de dangers associées à l'incendie de l'entrepôt LOGISTIPARC BEAULIEU1 sont susceptibles d'atteindre le terrain de la Sté GAZELEY LOGISTICS SAS, en partie Nord. Par conséquent, pour la parcelle GAZELEY LOGISTICS SAS exposée aux flux thermiques de la Sté LOGISTIPARC BEAULIEU1, il est proposé que soit interdit tout stockage de matières combustibles afin de limiter les effets dominos ainsi que tout stockage ou toute activité conduisant à une présence humaine afin de limiter la population exposée à des effets irréversibles.

#### ***4.4. Impact sur l'environnement***

L'étude d'impact fait apparaître que l'activité de stockage de l'établissement présente un risque faible de pollution des eaux, de pollution des sols, et de pollution atmosphérique.

L'impact de cet établissement sur l'environnement porte essentiellement :

- sur le bruit ayant pour principale origine le trafic des véhicules sur le site,
- sur les déchets d'emballages et banals qui seront triés, détruits ou valorisés conformément aux règles en vigueur,
- sur le trafic généré par le site qui est estimé faible compte tenu du trafic existant A87 et RD 60).

### **IV - Proposition de l'inspection**

#### ***1. En ce qui concerne la réduction de l'impact de l'activité d'entreposage sur l'environnement***

Les dispositions relatives au traitement et à l'élimination des déchets sont prévues dans les propositions de prescriptions.

Le contrôle des niveaux sonores est prévu dans les propositions de prescriptions ainsi que des actions de réduction des nuisances en cas de dépassement éventuel des valeurs seuils fixées dans le projet d'arrêté.

## **2. En ce qui concerne la maîtrise des risques**

Il est proposé d'imposer à l'exploitant de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention contre les sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation. Ces prescriptions sont de nature à améliorer la sécurité de l'entrepôt de stockage.

Il est proposé également de compléter les dispositions de cet arrêté ministériel du 5 août 2002 en prenant compte les mesures de sécurité proposées par la Sté GAZELEY LOGISTICS SAS et les recommandations de la DDSIS et en précisant en particulier les points suivants :

- les distances d'éloignements Z1 et Z2 des parois extérieures de l'entrepôt par rapport aux intérêts à protéger. Ces distances tiennent compte des effets thermiques en cas d'un incendie de cellules,
- les moyens de lutte contre l'incendie,
- le volume du confinement des eaux d'extinction incendie.

En vue de limiter les zones d'effets thermiques d'un incendie vers l'extérieur, il est proposé également de prescrire les mesures complémentaires suivantes :

- un écran thermique, en façade Nord-Est de la cellule 1 (h = 9,5 m),
- un écran thermique, en façade Sud-Ouest de la cellule 5 (h = 9,5 m),
- un écran thermique, en façade Nord-Ouest de la cellule 3 (h = 2,5 m).

Enfin, au regard de la proximité de la route départementale RD 160 et du futur entrepôt LOGISTIPARC BEAULIEU1, il est proposé dans le projet de prescriptions d'imposer à la Sté GAZELEY LOGISTICS SAS :

- la mise en place une procédure d'alerte des gestionnaires de la route départementale RD 160 et de la voie de desserte de la ZAC en cas d'incendie,
- pour la parcelle GAZELEY LOGISTICS SAS exposée aux flux thermiques de la Sté LOGISTIPARC BEAULIEU1, l'interdiction de tout stockage de matières combustibles afin de limiter les effets dominos ainsi que tout stockage ou toute activité conduisant à une présence humaine afin de limiter la population exposée à des effets irréversibles.

Les propositions d'aménagements ou d'équipements ainsi que les prescriptions du projet d'arrêté préfectoral sont de nature à satisfaire la sécurité des installations.

En conclusion, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à l'autorisation sollicitée sous réserve du respect des prescriptions proposées en annexe.

## **V - Conclusions**

La demande présentée par la société GAZELEY LOGISTICS SAS a fait l'objet d'un avis favorable du commissaire enquêteur, des Conseils Municipaux et des services administratifs consultés, à l'exception de l'avis de la DDASS auquel les compléments fournis par l'exploitant apportent une réponse. Les différentes réserves émises au cours de la procédure d'enquête ont été prises en compte par l'exploitant ou sont considérées dans le projet d'arrêté préfectoral.

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L. 512-1 du Titre 1<sup>er</sup>, livre V du Code de l'Environnement, relatif aux installations classées, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté

préfectoral ;

**CONSIDERANT** les observations présentées par la Sté GAZELEY LOGISTICS S.A.S. dans son mémoire en réponse aux questions posées par l'inspection des installations classées suite aux avis émis pendant l'enquête publique et la consultation administrative ;

**CONSIDERANT** que les dispositions prévues en matière de moyens de prévention et de lutte contre l'incendie répondent aux objectifs fixés par les Services d'Incendie et de Secours ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagements, d'exploitation et les modalités d'implantation, telles que décrites dans la demande d'autorisation, et visant notamment à :

- retenir les effluents susceptibles d'être pollués,
- mettre en œuvre des moyens de détection, de protection et de lutte contre l'incendie sur le site,

permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement.

Nous proposons à la signature de monsieur le préfet le projet d'arrêté préfectoral joint autorisant la société GAZELEY LOGISTICS S.A.S. à exploiter un entrepôt logistique sur le site de Beaulieu-sur-Layon. Au préalable, nous proposons que ce rapport soit présenté au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).